




PRÉSENCE EN GARE, TICO, NO CASH,... LE DIALOGUE SOCIAL AU POINT MORT ?



cheminots@cgsps.be

www.cheminots.be

 Parole de cheminots

PRÉSENCE EN GARE, TICO, NO CASH,... LE DIALOGUE SOCIAL AU POINT MORT ?

Le 22 mai s'est tenue la première réunion de concertation à propos d'une réorganisation qui touchera le personnel présent en gare. Il s'agit du personnel de BMS, du personnel BPT2 (personnel de gare, notamment les sous-chefs de gare et assistants clientèle principaux) et le personnel BTO affecté aux faisceaux.

A travers cette restructuration, qui a la vocation de pérenniser la présence de personnel en gare, la direction veut revoir les tâches des différents intervenants et augmenter la mobilité des agents. Des transferts de tâches et de personnel sont prévus de BPT2 vers BMS et BTO.

Avant d'entamer les négociations sur les nouvelles tâches et compétences, nous avons demandé d'ouvrir la discussion à propos du recrutement de personnel statutaire à BMS. La statutarisation de l'emploi constitue une priorité pour la CGSP-ACOD. Le Statut doit être la règle générale aux chemins de fer, il permet de préserver l'équité entre les agents et garantit une meilleure protection sociale.

De notre point de vue, cet élément est essentiel en vue de pérenniser les métiers opérationnels et d'assurer le maintien de la présence de cheminots dans les gares.

D'emblée, la direction BMS a refusé catégoriquement le dialogue à ce sujet. Ce refus est d'autant plus incompréhensible que BMS reprendra dans la nouvelle structure, des tâches qui sont effectuées par des statutaires (notamment les ACP).

 Dans ces conditions, la CGSP-ACOD a quitté cette réunion.



Cette prise de position de la SNCB est révélatrice de la détérioration de la qualité du dialogue social au sein des chemins de fer.

En effet, au cours de ces dernières semaines, nous avons été confrontés à des prises de position des entreprises qui se fondent davantage sur des décisions unilatérales, que sur les principes qui régissent la concertation sociale.

Il s'agit, notamment du « NO Cash », de l'avenir incertain des brigades TICO (suppression?), de changements dans les attributions des agents Sécurail, ...

Toutefois, nous restons disponibles pour la concertation et, par conséquent, nous avons adressé un courrier à HR-Rail afin de réclamer que le dialogue social retrouve sa place au sein des chemins de fer. Mais, celui-ci devra impérativement reposer sur le respect réciproque et l'écoute mutuelle.



Dans le cas contraire, il n'y aura d'autre alternative que d'activer la procédure de la sonnette d'alarme, ultime étape avant le dépôt d'un préavis de grève.

Nous vous tiendrons informés de la suite ...